



HAL
open science

De la mémoire de la connaissance et de son utilisation.

Véronique André-Lamat

► **To cite this version:**

Véronique André-Lamat. De la mémoire de la connaissance et de son utilisation.: Les fondements du PRAIFD (Guinée).. Interactions Nature-Société, analyse et modèles, May 2006, La Baule, France. pp.en ligne. halshs-00905411

HAL Id: halshs-00905411

<https://shs.hal.science/halshs-00905411>

Submitted on 18 Nov 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la mémoire de la connaissance et de son utilisation. Les fondements du PRAIFD¹ (Guinée)

VERONIQUE ANDRE

UMR ADES-Tempos, Maison des Suds, 12 esplanade des Antilles, 33 607 PESSAC Cedex

RESUME

Le Fouta Djallon (Guinée), château d'eau de l'Afrique de l'Ouest connaît une dégradation accélérée et suscite depuis 1959 et jusqu'à aujourd'hui, la mise en place d'actions de protection à travers le PRAIFD. La longue durée de vie de ce projet, jamais redéfini ou remis en cause dans ses fondements interpelle. L'analyse du PRAIFD en tant qu'action publique nous amènera à nous interroger sur la connaissance, sa production et son utilisation.

MOTS CLES: Guinée, Fouta Djallon, Environnement, action publique, connaissance.

ABSTRACT

The Fouta Djallon (Guinea), "water tower of West Africa" is disapidating fast. From 1959 to onwards, the PRAIFD, a public policy, has been all built on a persistent message of "land in crisis". This initial diagnosis has never been contested, which brings some questions about knowledge, its production and its utilization.

KEY WORDS: Guinea, Fouta Djallon, environment, public policy, knowledge.

1- Introduction.

Le massif du Fouta Djallon (République de Guinée) considéré comme le "château d'eau de l'Afrique de l'Ouest" est décrit depuis plus d'un demi-siècle comme un espace dégradé et fortement menacé par des pratiques agropastorales prédatrices. Cette dégradation accélérée inquiéterait aussi les Etats voisins, leurs grands fleuves (Gambie, Niger, Sénégal) prenant leur source dans cette moyenne montagne. Face à ce diagnostic, établi très tôt (les premiers éléments remontent à 1910), les actions visant à sa protection, sa réhabilitation, sa gestion rationnelle puis durable, ont été nombreuses. Pourtant le diagnostic perdure encore aujourd'hui, intact.

L'objectif de cette communication est de s'intéresser à la connaissance, sa production et son utilisation à travers l'analyse de l'action publique en environnement, et plus particulièrement de l'exemple du PRAIFD. L'action publique sera entendue comme la façon dont une société construit et qualifie des problèmes collectifs (ici environnementaux), élabore des réponses, des contenus et des processus pour les traiter. Au-delà de l'élaboration d'un cadre normatif, il s'agira de voir comment les modes opératoires relèvent de paradigmes, de doctrines, de cultures et savoirs, posant ainsi le projet comme un mécanisme de construction et d'interprétation du monde, se fondant essentiellement sur des connaissances scientifiques et en ignorant d'autres.

Nous verrons comment s'est mis en place le PRAIFD (analyse séquentielle classique) : ses fondements scientifiques et ses acteurs. Puis, nous analyserons ce projet, en mobilisant l'analyse dite cognitive de l'action publique (Muller P., Surel Y., 1998), afin de nous interroger sur le type de connaissances mobilisé ou ignoré.

2- L'analyse séquentielle du PRAIFD : 45 ans d'histoire qui interroge.

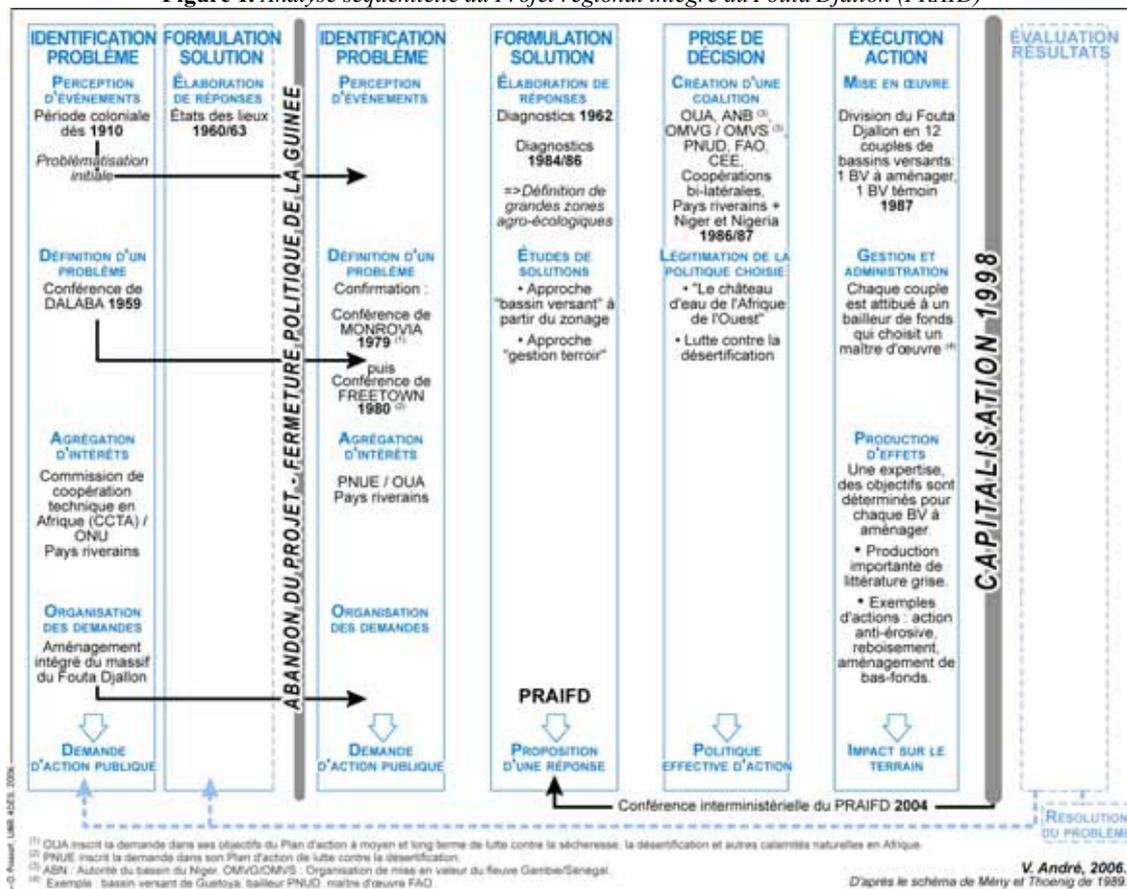
L'analyse séquentielle du PRAIFD permet d'appréhender de manière linéaire la construction d'une action publique (figure 1). On constate d'emblée, l'ancienneté (1959) de la demande d'une action de protection et de réhabilitation du Fouta Djallon. Les acteurs locaux (agropasteurs peuls) sont considérés à la fois responsables et victimes de la dégradation (le spectre de la famine est brandi). Le diagnostic ou défriche/ brûlis, surpâturage et

1- Projet Régional d'Aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon.

pression démographique génèrent déforestation et érosion accélérées est acquis, accepté, par tous les acteurs présents (en 1959 comme en 1979-1980). Il se fonde sur des travaux scientifiques issus de la période coloniale et sur des expertises financées par le CCTA, puis le PNUE. Conformément aux procédures du moment, état des lieux, objectifs et modalités d'intervention sont donc définis par l'extérieur au sens où ils ne résultent pas d'une demande sociale explicite. Il s'agit au final de développer et de faire respecter de nouvelles règles de gestion, rationnelles, de l'environnement.

Deux ruptures de nature différente apparaissent dans le processus. La première est conjoncturelle : après 1958, la Guinée rentre dans une phase révolutionnaire, se ferme, le projet s'arrête : il sera réactivé tel quel en 1980. La seconde correspond à une défaillance dans la conception, le déroulement du projet : il s'agit de l'absence d'évaluation des résultats, après 10 ans d'intervention. Une absence qui interroge d'autant plus qu'en 2004, une demande est explicitement formulée pour une reconduction du PRAIFD, suivant les mêmes objectifs qu'en 1959. La Guinée et les pays riverains "concernés par la dégradation de plus en plus avancée des écosystèmes naturels du massif du Fouta Djallon se décident à agir ensemble. (...)". Cette dégradation « constitue depuis toujours, une préoccupation majeure tant des pays riverains du massif que la communauté internationale » (4ème Conférence interministérielle, Conakry, 2004). Une permanence essentielle : la perception des événements et la définition du problème de la dégradation, inchangées depuis les années 40. Au cœur de cette permanence, se trouvent deux éléments principaux. Le mythe de la recherche de la rationalité, une rationalité presque absolue et a priori, d'une part, qui est au cœur de l'action publique en environnement en général et du PRAIFD en particulier ; le rôle de connaissances scientifiques partielles, choisies ? et plus globalement de la connaissance, dans la formulation du problème à résoudre (la dégradation). S'interroger sur cette permanence nécessite de mobiliser un autre outil d'analyse de l'action publique : l'analyse cognitive.

Figure 1. Analyse séquentielle du Projet régional intégré du Fouta Djallon (PRAIFD)



3- L'analyse "cognitive" du PRAIFD : un système de connaissances entre doctrine et théorie.

L'analyse cognitive, approche constructiviste, donne toute son importance à la contextualité (du projet, donc du référentiel spatial d'application mais aussi des données scientifiques et des savoirs endogènes) et au processus d'apprentissage, d'ajustement, dans la formulation d'une action publique. Aussi, la problématisation, n'est pas un

donné mais un construit : elle "procède d'une certaine perception du problème, elle-même le produit de convictions particulières, quant à la nature de la connaissance et des normes pertinentes" (Le Prestre P., 2005) et donc d'une certaine interprétation. L'analyse du PRAIFD (figure 2) montre clairement l'absence de toute reproblématisation de l'action. Ce qui a été défini par la littérature coloniale - processus comme effets - dans les années 40-50 demeure vrai. Aucune avancée scientifique (conceptuelle ou méthodologique) n'aurait donc été susceptible d'amener une relecture, une redéfinition de la dégradation de l'environnement au Fouta Djallon.

La production de connaissances² traitant de cette dégradation est pourtant foisonnante et on peut en distinguer deux grands types. Des connaissances "conformes" aux objectifs du projet tout d'abord : une production scientifique coloniale datée dans l'histoire des sciences (et qui portait déjà en elle des éléments de controverse), une production issue de l'expertise développée dans le cadre du PRAIFD - conforme aux attentes des bailleurs et opérateurs, les uns se confondant parfois aux autres -, une production scientifique intégrée au projet, très formatée voire standardisée qui correspond à des mémoires de fins d'études (au plan identique) en agronomie. L'ensemble de cette production confirme, renforce l'idée du cercle vicieux de la dégradation au Fouta, telle qu'elle a été créée dès les années 40. Il s'agit de connaissances "rassurantes" pour le projet, qui nourrissent un système d'idées, constitués "de concepts associés de façon solidaire dont l'agencement est établi par des liens logiques ou apparemment tels", "autocentriste" qui "tend à refuser, réfuter, rejeter et oublier (...) les objections qui le contredisent, les arguments qui ne peuvent entrer dans son organisation ou encore les événements qui ne lui correspondent pas" (Morin E., 1998). Il s'agit finalement d'une doctrine, visant à légitimer (voire auto légitimer), une action publique héritée.

En effet, parallèlement, se développe un autre type de connaissance, qui tend à nuancer ou même s'inscrire en contre-pied de la précédente : ce sont les connaissances "ignorées" par le projet. Il s'agit tout d'abord, de connaissances plus innovantes, produites au sein même du PRAIFD (bassins versants du Bafing/Balé) et qui s'appuie sur les savoirs et les pouvoirs locaux (approche décisionnelle de la gestion des ressources naturelles). Une connaissance non prise en compte par le projet, en témoigne le rapport de capitalisation de 1998, qui ne mentionne pas cette approche décisionnelle, pourtant guide de toutes les réalisations du projet, et qui ignore les rapports remettant en cause l'érosion accélérée ou la déforestation intensive. On trouve en suite des travaux scientifiques (4 thèses : André V., 2002 ; De Traux M., 1991 ; Louga-Sallenave C., 1997 ; Peștana G., 2003) démontrant l'existence de pratiques paysannes raisonnées (rationnelles), de logiques et de stratégies paysannes de gestion de l'environnement et nuancent fortement un discours sur la dégradation pour le moins daté, réducteur et néo-malthusien. S'ajoute également les connaissances vernaculaires, les savoirs locaux à "rationalité en finalité" de Max Weber, qui demeurent largement ignorés alors que s'est affirmé le paradigme du développement durable. Enfin, il est surprenant de constater la non référence à des productions scientifiques reconnues, certes non spécifiques au Fouta Djallon ou à la Guinée, mais qui participent de l'évolution de la science et proposent des éléments pouvant amener à une relecture de la théorie du cercle vicieux de la dégradation (en tant que système d'idées ouvert). Au tant d'éléments qui auraient pu permettre au PRAIFD de s'affranchir d'une approche très conservatrice, de se reconstruire conformément aux objectifs d'une durabilité co-construite et d'une recherche de gouvernance, prônés dans le paradigme du développement durable désormais omniprésent.

L'absence de prise en compte de ce second groupe pose au moins deux questions. La première, vaste et complexe, largement débattue, est la question de l'instrumentalisation de la connaissance et de l'expertise scientifique ; la question de la connaissance inscrite dans des systèmes institutionnels qui la formalisent et la financent en même temps que l'action, du discours scientifique comme instrument de légitimation, et plus globalement des rapports entre pouvoir et savoir. La seconde, qui nous intéressera plus ici, renvoie aux fondements de la définition de l'action publique et de sa rationalité, à la façon dont se construit son référentiel et au rôle des acteurs locaux dans cette construction.

4- Absence d'évaluation et "mémoire" de la connaissance : les piliers du maintien de la doctrine.

L'absence de tout processus d'évaluation, de retour sur expérience du PRAIFD, apparaît comme un facteur majeur de blocage. En évacuant tout risque de remise en cause ou même d'ajustement, rien ne peut venir justifier une quelconque relecture de la doctrine de la dégradation et du cadre normatif de l'action. L'analyse du PRAIFD nous montre comment une action publique opère en tant que processus d'interprétation du monde, au cours duquel "une vision du monde va s'imposer, être acceptée puis reconnue comme "vraie" (...) parce qu'elle permet aux acteurs (issus du Nord essentiellement) de comprendre les transformations de leur environnement, en leur offrant un ensemble de relations et d'interprétations causales qui leur permet de décoder, décrypter les événements auxquels ils sont confrontés" (P.Muller, Y.Surel, 1998) : du rôle de la connaissance "rassurante"

2. Durant la période révolutionnaire (1958-1984), une production de connaissance très limitée et/ou inaccessible.

véritable mémoire constamment réactivée, conforme à une représentation de la nature construite au cours d'un processus historique propre au monde occidental. Dès lors, les objectifs du PRAIFD et leurs justifications restent strictement inchangés et ce malgré le développement de différentes théories scientifiques.

Depuis la fin des années 70, la sociologie des organisations a montré l'existence d'une rationalité contingente où la rationalité d'un acteur est toujours confrontée (en terme conflictuels ou coopératifs) à celle des autres acteurs : l'acteur est un stratège qui déploie de façon pragmatique sa rationalité limitée dans un contexte contraignant (Crozier M., Friedberg E., 1977). Dans le même temps des avancées scientifiques tendent à redéfinir la théorie de la dégradation (Rossi G., 2000 ; André V., 2006) et l'idée de la prise en compte des savoirs endogènes s'affirme, renforcée dans les années 90 par le succès du paradigme du développement durable.

Le populisme, tel que le définit JP. Olivier de Sardan³ aurait pu trouver une place dès les années 80, dans le processus d'élaboration du PRAIFD et participer à sa reconfiguration. Intégrer les représentations culturelles, les savoirs traditionnels des agropasteurs peuls (où le savoir est fortement lié au "faire" et donc localisé, contextualisé), aurait pu permettre de s'affranchir de la rupture entre la connaissance commune empirique, non plus assimilée à une connaissance "traditionnelle" et systématique mais évolutive et contingente, et la science, connaissance universelle et rationnelle.

Une certaine "mise à jour" au sein du PRAIFD, des systèmes de représentations, des logiques et des savoirs - à la fois des scientifiques, des bailleurs, des opérateurs et des populations cibles - aurait certes généré à travers des processus de confrontation et de médiation, de la complexité ; mais une complexité peut être riche en terme de transfert de connaissance, de transfert de savoir-faire et donc d'opérationnalité de l'action.

5- Conclusion.

L'analyse cognitive montre l'importance de la définition du problème et du contexte dans lequel sont utilisés les données scientifiques. Les membres du groupe, qui partagent une même théorie, voire une même doctrine et des valeurs similaires, ont pour objectif d'influencer l'action publique dans un sens particulier, afin qu'elle reflète leurs perspectives et leurs valeurs. Elle pose la question de la place et de la reconnaissance des acteurs et de leurs productions et prise en compte de connaissances. Mais, au-delà de la simple compréhension de ses ressorts décisionnels, l'enjeu d'une analyse "cognitive" permet aussi de poser la question de la participation, de l'intégration du citoyen (de l'agropasteur peul) dans la "boucle de la décision", au sein de projets engagés au Sud mais fortement structurés et coordonnés par le Nord. Le système "projet PRAIFD" apparaît comme un système complexe, à peine résilient à la marge (capacité à s'afficher dans le paradigme du développement durable, sans rien changer). Mais surtout, il constitue un projet à mémoire (forte voire fixée), reproduisant une connaissance conforme à la justification de son existence et de son organisation, et un système non apprenant, n'intégrant ni les "innovations" d'une autre pensée scientifique que celle qu'il génère, ni celles produites par le savoir commun, susceptibles d'amener une reconfiguration, un ajustement.

6- Bibliographie.

- André V. *Environnement menacé ou territoire géré ? Le Fouta Djallon (République de Guinée)*. Bordeaux, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 (2 tomes), 2002, 512 p. (thèse)
- Lauga-Sallenave C. *Le cercle des haies. Paysage des agropasteurs peuls du Fouta-Djallon*. Université de Paris X-Nanterre, 1997, 406 p (thèse).
- Le Prêtre P. *Protection de l'environnement et relations internationales. Les défis de l'écopolitique mondiale*. Paris : Armand Colin, 2004, 477 p. (U)
- Muller P., Surel Y. *L'analyse des politiques publiques*. Paris : Montchrestien, 1998, 156 p. (Clefs).
- Morin E. La nature des idées. *Sciences humaines*, hors série n°21, 1998, pp.6-10.
- Morin E. *Introduction à la pensée complexe*. Paris : ESF éditeur, 1990, 158 p. (communication et complexité).
- Pestana, G. *Mutations sociales et dynamiques des systèmes ruraux au Fouta Djallon (République de Guinée)*. Bordeaux, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2003, 546 p. (Thèse)
- Rossi G. *L'ingérence écologique*. Paris : CNRS, 2000, 248 p.

3. "un certain type de rapport social (idéologique, moral, scientifique, politique) que de ses intellectuels noient au moins symboliquement avec le "peuple". Ce rapport peut générer chez ses intellectuels de la connaissance comme de l'action, et parfois les deux simultanément ou alternativement"

